



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2015-DLP/BUPE- 344

du 5 NOV. 2015

mettant en demeure la société PROLOGIS de respecter l'article IV 11 de l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2000 dans le délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-3, L. 514-5 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté DCTAJ n°2015-A-16 du 20 mai 2015 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral N°2000-AG/2-226 en date du 10 juillet 2000 modifié autorisant la société FAURE ET MACHET à procéder à l'extension de la plateforme d'entrepôt qu'elle exploite à Woippy ;

VU le courrier du 12 janvier 2012 par lequel la SCI WOIPPY METZ LORRAINE déclare, au préfet, être le nouvel exploitant, en remplacement de la société FAURE et MACHET.

VU le courrier du 27 mai 2014 par lequel la société PROLOGIS France déclare, au préfet, être le nouvel exploitant, en remplacement de la SCI WOIPPY METZ LORRAINE.

VU le rapport de l'Inspection des installations classées transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que le procès verbal de fin de travaux N°31656 portant sur les contrôles des portes coupe-feu effectués du 5 au 7 mai 2015 établit que des travaux de mise en conformité et de mise en état doivent être effectués sur de multiples portes coupe-feu ;

Considérant que l'Inspection a constaté, lors de la visite du 7 septembre 2015, que les travaux de mise en conformité ou de mise en état ne sont pas effectués ;

Considérant que le caractère coupe-feu des portes et le fonctionnement des dispositifs de fermeture automatiques ne peuvent être assurés sur les portes coupe-feu défectueuses ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article IV.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation N°2000-AG/2-226 en date du 10 juillet 2000 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PROLOGIS

France de respecter les dispositions de l'article IV.11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation N°2000-AG/2-226 en date du 10 juillet 2000 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société PROLOGIS France, située 116, route de Thionville - 57140 Woippy, est mise en demeure de respecter l'article IV 11 de l'arrêté préfectoral N°2000-AG/2-226 en date du 10 juillet 2000 dans un délai de 1 mois, à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'obligation de l'article premier ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.178-1 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 4 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Woippy où est implantée la société.

Metz, le 5 NOV. 2015

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Alain CARTON